

TG2 : Éléments de correction

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum en moyenne (§AEl).

1. Faîtes une phrase précise donnant sens à la donnée entourée. (document 1). (1 point)

En France en 2007, selon l'INSEE, les individus appartenant à la PCS « ouvriers » consacraient, en moyenne, 1,33% de leurs dépenses totales d'alimentation à l'achat de pommes de terre.

2. Comparez l'alimentation des cadres et professions intellectuelles supérieures à celles des ouvriers. (document 1) (4 points)

∞ « Comparer » signifie chercher les différences et les points communs. Cependant il n'y a ici que des différences. Elles sont nombreuses donc il faut les regrouper et les hiérarchiser, du général au particulier, des plus importantes aux moins importantes, sans oublier de les quantifier. Le tabac n'appartient pas à l'alimentation *stricto sensu* mais on pouvait s'y référer compte tenu de la taille de l'écart.

La dépense totale en alimentation des individus « cadres » s'élevait en moyenne à 9188 € par an en 2007, alors qu'elle n'était que de 5680 € en moyenne pour les individus « ouvriers » soit presque 2 fois moins (moindre revenus). On constate que certains aliments sont relativement sur-consommés par les « cadres » et inversement. Les « cadres » consacrent ainsi une part plus élevée de leur budget alimentation à aller au restaurant (10,30% contre 4,51% pour les « ouvriers »), à l'achat de légumes surgelés (0,36% contre 0,22%), de fruits frais (3,40% contre 2,50%), de vins et champagnes (4,52% contre 3,03%) alors que les individus « ouvriers » sur-consomment relativement aux « cadres » et en moyenne des boissons gazeuses comme les sodas (1,15% contre 0,57% pour les « cadres »), de la bière (0,96% contre 0,46%), de la viande porcine bon marché mais grasse (1,65% contre 0,81% pour les « cadres »), des pommes de terre (1,33% contre 0,77%), du pain et viennoiserie (9,66% contre 6,55%), des pâtes (0,93% contre 0,78%) et des légumes en conserve (0,96% contre 0,71%). On remarque donc que les « ouvriers » sur-consomment les aliments ayant un bon rapport calorie/prix alors que les « cadres » sur-consomment des aliments plus onéreux et moins caloriques.

3. Quelles sont les principales causes et les conséquences de ces différences alimentaires ? (document 1) (4 points)

La première raison tient à l'écart de revenu. Lorsqu'on a de faibles revenus, on optimise les dépenses d'alimentation afin qu'elles répondent au mieux à la contrainte de se nourrir dans des quantités adaptées à moindre frais (par exemple le pain, les pâtes ou les pommes de terre). Il faut en effet beaucoup de légumes frais onéreux pour le même apport calorique qu'une baguette de pain bon marché. Mais ces écarts dans les dépenses alimentaires ne s'expliquent pas uniquement par les inégalités de revenus. En effet, comme l'a montré Pierre Bourdieu dans *La distinction* (1979), « ouvriers » et « cadres » qui n'ont pas le même capital culturel n'ont pas non plus le même rapport au corps (*hexis* corporel) ni les mêmes habitudes et attitudes alimentaires. Les individus des catégories populaires ont reçu une socialisation qui place le repas, au moins pour les hommes, sous le signe de l'abondance et de la reconstitution de la force de travail (signe valorisé de virilité) alors que pour les individus des catégories bourgeoises, le repas est placé sous le signe du contrôle de soi et du raffinement. Dans un souci de distinction, certains aliments, considérés comme « vulgaires » sont délaissés par les catégories dominantes qui choisissent les mets perçus comme fins et raffinés. Enfin, les connaissances en matière diététique sont liées au niveau d'étude qui est en moyenne plus élevé chez les « cadres » que chez les « ouvriers ». La prévalence de l'obésité est 4 fois plus importante chez les enfants d'« ouvriers » que chez les enfants de « cadres » (5,6% contre 1,4%, Ministère des affaires sociales, 2004). Il en va de même concernant le tabagisme dont on observe que, en valeur absolue, les « ouvriers » en consomment deux fois plus que les « cadres » pourtant presque deux fois plus « riches ».

4. Les travailleurs non qualifiés constituent-ils une nouvelle classe sociale au sens marxiste du terme ? (document 2) (3 points)

Karl Marx (*Les luttes de classe en France*, 1850) définissait une classe sociale véritable par 3 conditions : les individus doivent former une « classe en soi » (conditions matérielles de vie proches), une classe

« pour soi » (conscience d'appartenance à cette classe) et *en lutte*. Dans les cas des travailleurs non qualifiés (« ouvriers » et « employés »), d'après le texte d'Amossé et Chardon, on a bien une classe *en soi* (« avec leurs salaires, conditions et de travail, les ouvriers et employés non qualifiés constituent un segment de la main-d'œuvre à part ») mais ni *pour soi* (« l'identité de classe s'est progressivement effacée ») ni *en lutte* pour promouvoir ses intérêts (« attitude de rejet et résignation »). Il ne s'agit donc pas, pour le moment en tout cas, d'une classe sociale au sens marxiste du terme.

5. Expliquez le passage souligné dans le document 2. (3 points)

« fragilisés dans leurs modalités d'intégration professionnelle, déstabilisés dans leur imaginaire social, ces salariés se caractérisent par un faible sentiment d'appartenir à une classe sociale ».

Ouvriers et employés non qualifiés sont « fragilisés dans leurs modalités d'insertion professionnelle » à cause de la précarité (CDD, Intérim) dont ils sont l'objet et des périodes de chômage répétitif qu'ils enchaînent plus que le reste de la population active du fait de leur faible niveau de qualification. De ce fait, ils ne sont pas ou mal insérés dans des collectifs de travail stables et durables dans l'entreprise, ce qui ne leur permet pas de développer un sentiment d'appartenir au monde ouvrier, monde symboliquement dégradé à cause, notamment, du déclin numérique important de cette PCS. La fierté ouvrière des années 1960 et 1970 (les pères ouvriers souhaitaient que leurs fils le devienne à leur tour) est aujourd'hui remplacée par une honte d'être ouvrier (destin que peu de parents ouvriers souhaitent à leurs enfants). Par ailleurs, nombre d'ouvriers et employés non qualifiés sont des actifs déclassés par rapport à leur niveau de formation et qui acceptent des emplois peu rémunérés faute de mieux. Ces déclassés ne se sentent donc pas appartenir au monde des salariés subalternes dont ils espèrent s'échapper dès qu'une opportunité d'emploi plus favorable s'offrira à eux.

6. Listez et illustrez les raisons de « l'extension d'une énorme classe moyenne ». (document 3) (2 points)

La moyennisation se repère par 3 éléments (selon Mendras ou Bosc) : l'uniformisation des niveaux et modes de vie, la convergence des valeurs et comportements, la montée numérique d'une immense classe moyenne qui absorbe et dissout les anciennes catégories sociales. D'après Dubet et Martucelli, on observe ainsi un « *affaiblissement des barrières entre communautés* » (homogénéisation des taux d'équipement électro-ménager), des « *changements de structure sociale* » (montée des CPIS, PI et employés, déclin des AE et Ouvriers), « *l'extension de l'accès à l'éducation* » (scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, collège unique, massification scolaire), « *l'apparition d'une mobilité sociale* » (par l'apparition de nombreux nouveaux métiers qualifiés et le développement de la scolarisation des enfants des catégories populaires), « *une égalisation des modes de vie* » (barbecue, blue jeans, Decathlon...), « *l'extension de nouvelles valeurs* » (la démocratisation des rapports familiaux par exemple, la diffusion des familles recomposées à tous les milieux sociaux), « *un recul de la sociabilité ouvrière* » du fait de l'accroissement des couples hétérogames qui signifie donc un recul d'une sous-culture ouvrière propre, distinguant jusque-là ce groupe social des autres (de plus en plus indistinction entre « ouvriers » et « employés » non qualifiés).

7. Expliquez le passage souligné dans le document 3. (3 points)

Or, si cette « moyennisation » de la société peut être contestée, il est indéniable que les clivages entre les groupes sociaux se sont affaiblis.

Le mouvement réel d'homogénéisation des valeurs, mentalités, niveaux et modes de vie de l'après-deuxième guerre mondiale semble s'être interrompu dès les années 1980 qui ont vu des inégalités repartir à la hausse et de nouvelles inégalités, moins visibles a priori, se former ou persister, en matière de pratiques culturelles ou alimentaires notamment (voir Q2). C'est le retour de ces polarisations qui a permis à certains sociologues (Pierre Bourdieu puis plus récemment Louis Chauvel) de parler d'un possible « *retour des classes sociales* » alors que Henri Mendras prophétisait, dans les années 1970-1980 leur déclin. Cependant, si objectivement, on observe un maintien ou un retour d'inégalités matérielles (en soi), le sentiment d'appartenir à une classe sociale unifiée aux intérêts convergents (pour soi), lui ne cessent de décliner, ce qui est parfaitement confirmé par la montée d'un sentiment confus d'appartenir à une hypothétique et non identifiable « classe moyenne » (voir Q4 et Q5).